



Bruxelles, le 30.4.2019
COM(2019) 218 final

ANNEXES 1 to 5

ANNEXES

de la

**COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU
CONSEIL EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS**

**L'Europe en mai 2019: poser les jalons d'une Union plus unie, plus forte et plus
démocratique dans un monde de plus en plus incertain**

**Contribution de la Commission européenne à la réunion informelle des dirigeants de
l'UE à 27 à Sibiu (Roumanie) le 9 mai 2019**

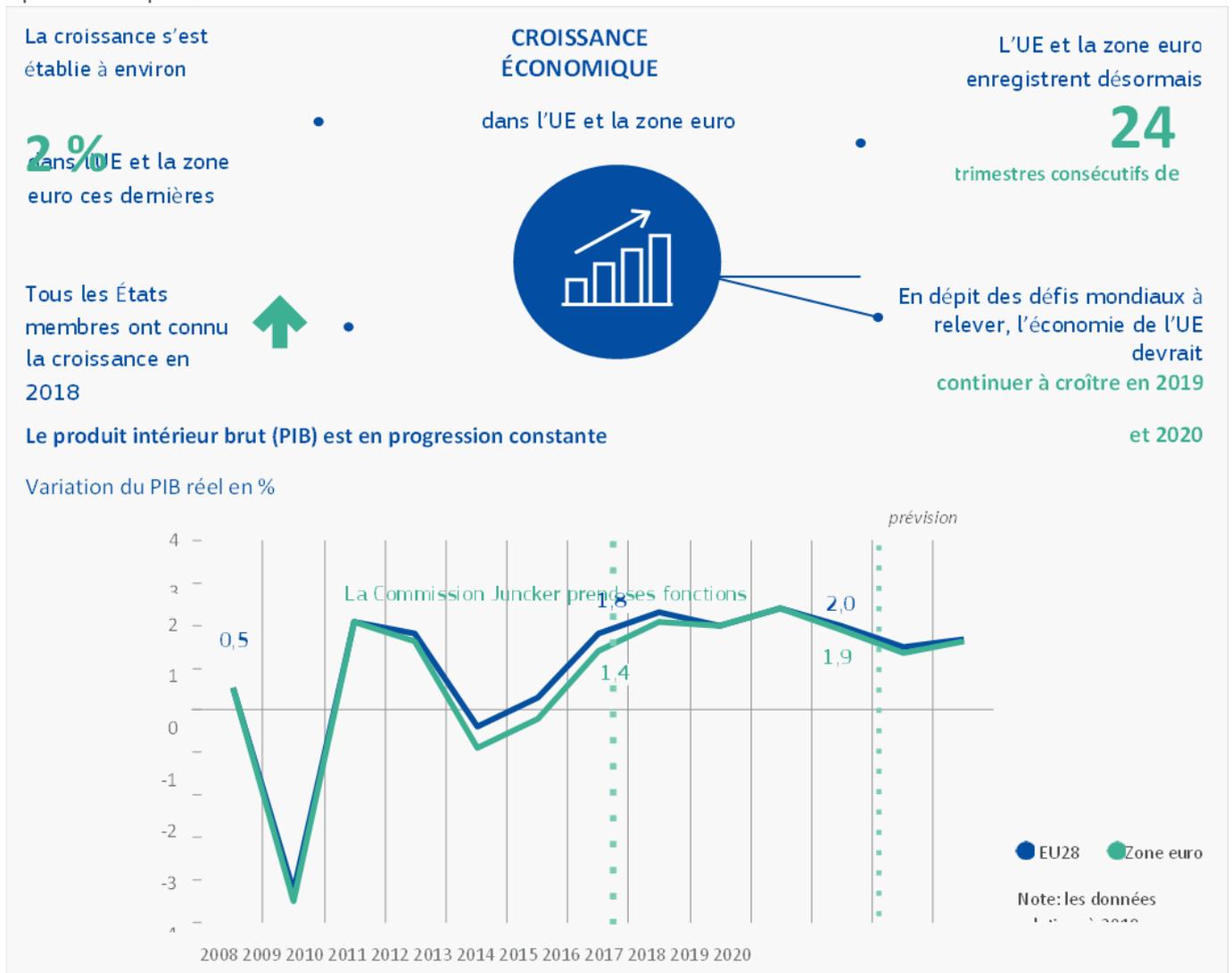
ANNEXE I

Évolution de la situation économique

L'ambitieux programme de l'UE en faveur de l'emploi, de la croissance et de l'investissement, de même que ses activités sur le marché unique, ont contribué à une reprise économique solide. L'économie européenne a connu la croissance pendant six années consécutives. Quelque 12,6 millions d'emplois ont été créés depuis l'entrée en fonction de la Commission Juncker, et le chômage est à un niveau historiquement bas au cours de ce siècle. Dans le même temps, l'état des finances publiques s'est amélioré dans tous les secteurs et les disparités dans la répartition des richesses entre les États membres se réduisent à nouveau.

UNE CROISSANCE SOLIDE ET DES INVESTISSEMENTS ACCRUS

Au cours des dernières années, l'Europe est passée d'une phase de reprise économique à une phase d'expansion.



Source: Commission européenne (Eurostat, sauf prévisions).



• Les Européens ont une **opinion positive** de la situation actuelle de l'économie européenne.

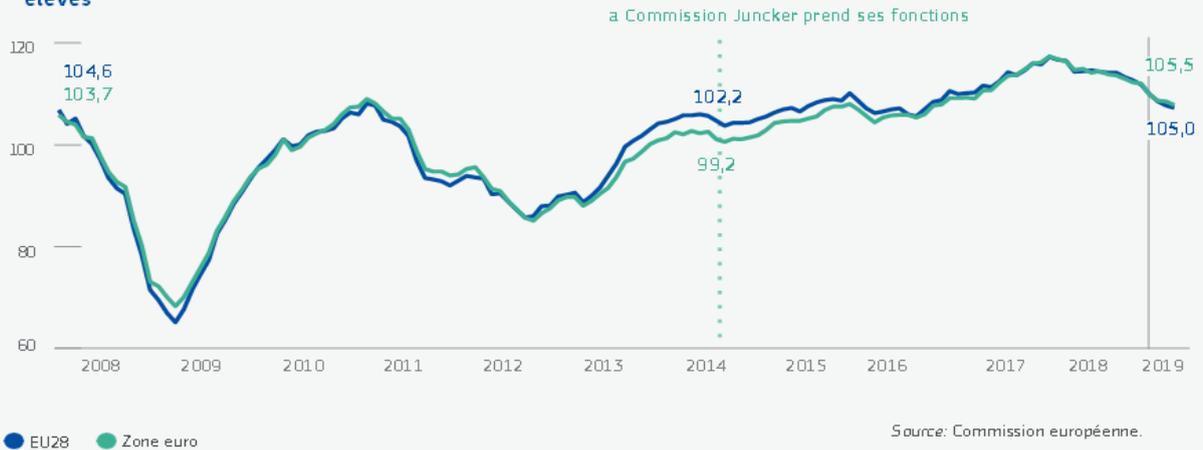
49%

● 38 % d'avis

● 13 % «sans avis»

Source: Eurobaromètre, automne 2018.

L'indicateur du climat économique à des niveaux élevés



Source: Commission européenne.

D'ici à 2020, le Fonds Juncker devrait générer:



L'investissement a retrouvé ses niveaux antérieurs à la crise et est en constante augmentation

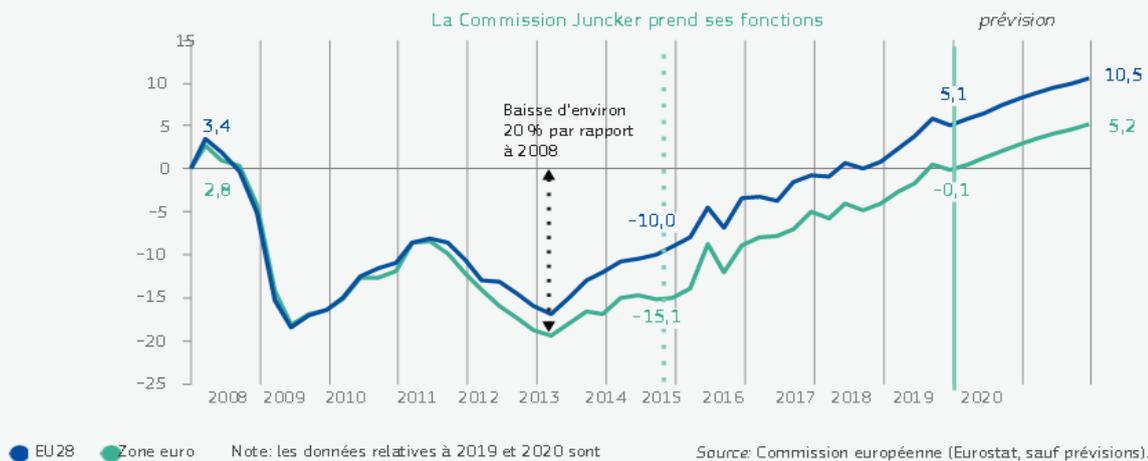
500 milliards € d'investissements supplémentaires dans toute l'Europe

1,4 million d'emplois

1,3% de hausse du PIB de l'UE

L'investissement se redresse

Variation du niveau des investissements par rapport à 2008, en %

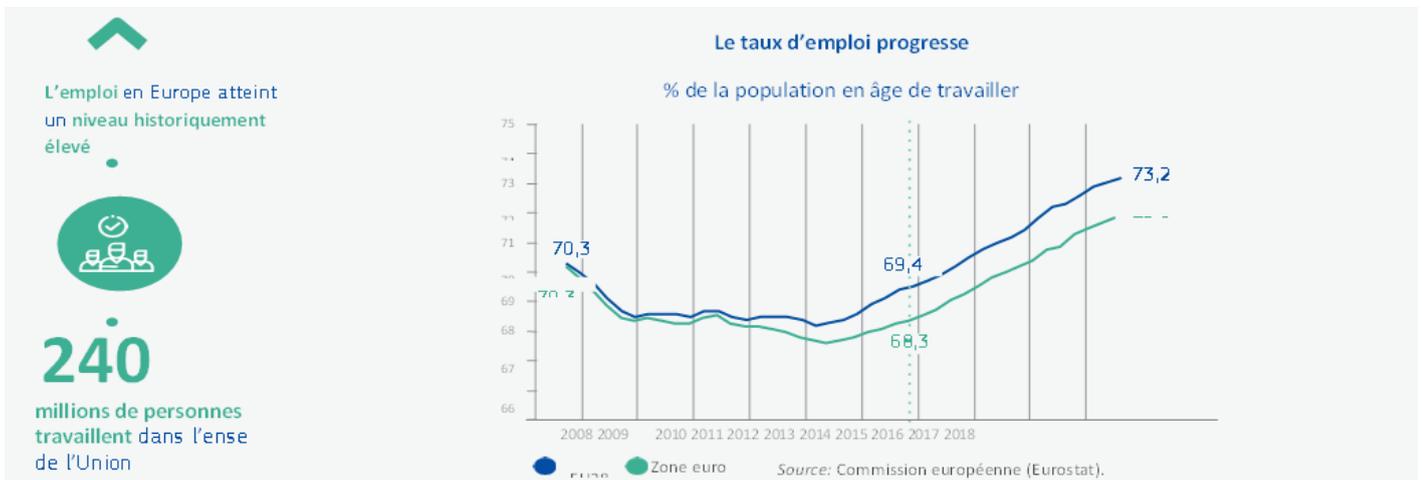
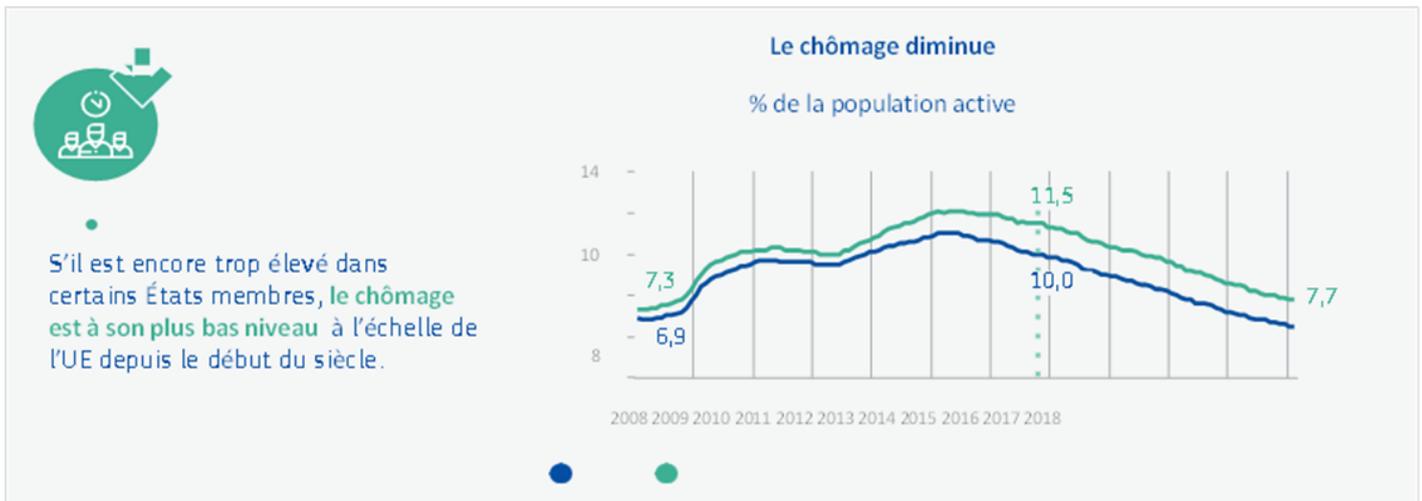
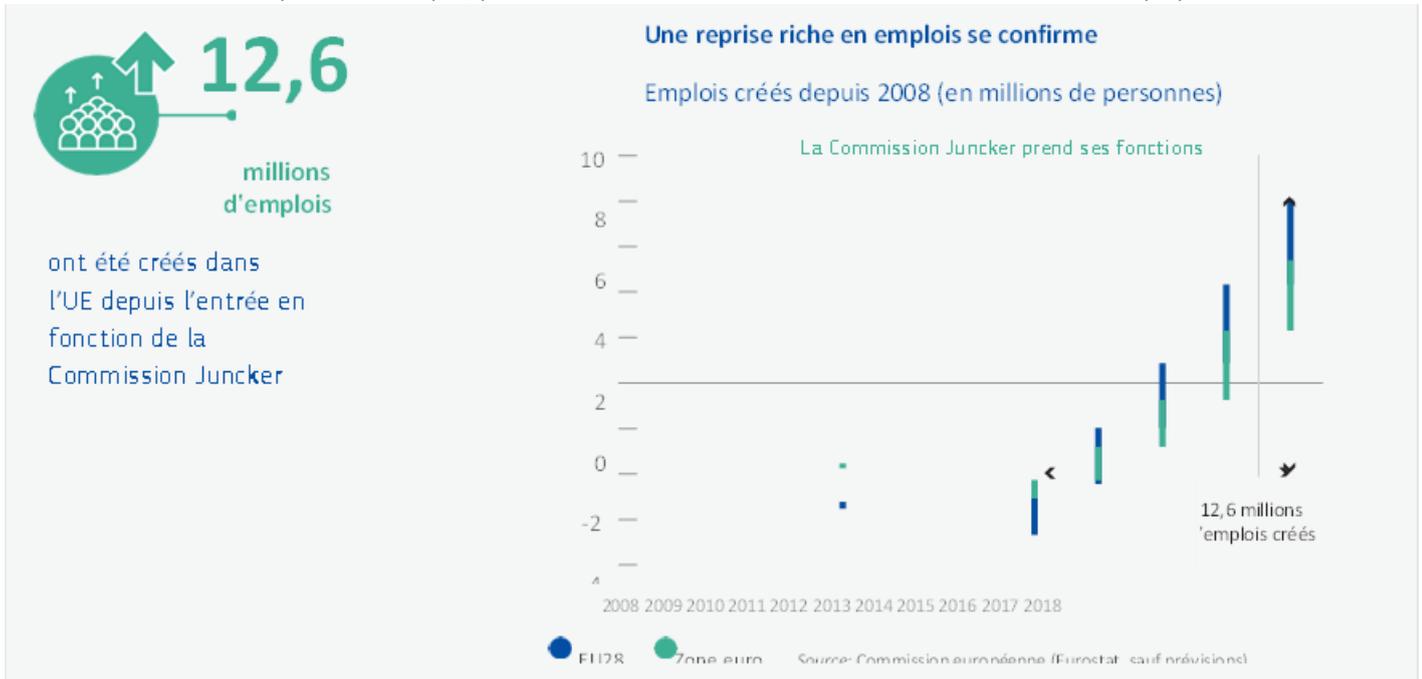


Note: les données relatives à 2019 et 2020 sont

Source: Commission européenne (Eurostat, sauf prévisions).

DES EMPLOIS PLUS NOMBREUX ET DE MEILLEURE QUALITÉ

La croissance économique est un moyen, pas une fin en soi. Elle a contribué à l'avènement d'une Europe plus sociale.



DES FINANCES PUBLIQUES SAINES

Des progrès considérables ont été accomplis pour faire en sorte que les finances publiques des pays européens soient saines, viables et capables d'absorber de futurs chocs.

Le déficit public dans l'UE a diminué de

6,6% → 0,6%

2009 2018

Le déficit public diminue dans les pays de l'UE

% du PIB



● Zone euro

Note: les données relatives à 2019 et 2020 sont des prévisions.



Le ratio de la dette publique au PIB diminue de

88,3 %

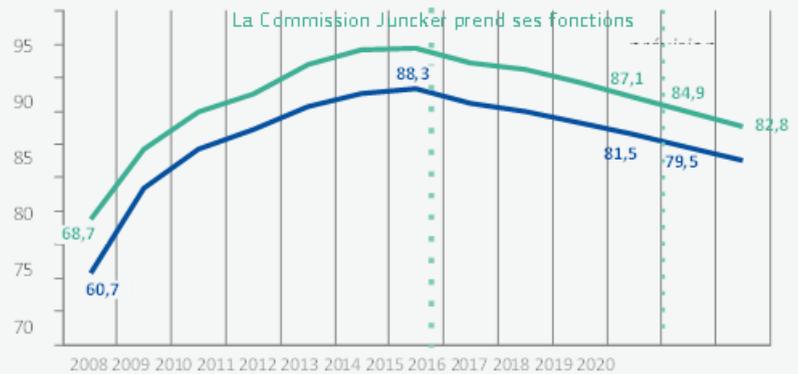
2014

à

81,5 %

La dette publique est sur une trajectoire descendante

% du PIB



● EU28 ● Zone euro

Note: les données relatives à 2019 et 2020 sont des prévisions.



État membre est actuellement soumis à la procédure de déficit excessif prévue par le pacte de stabilité et de croissance, contre 24 en 2011



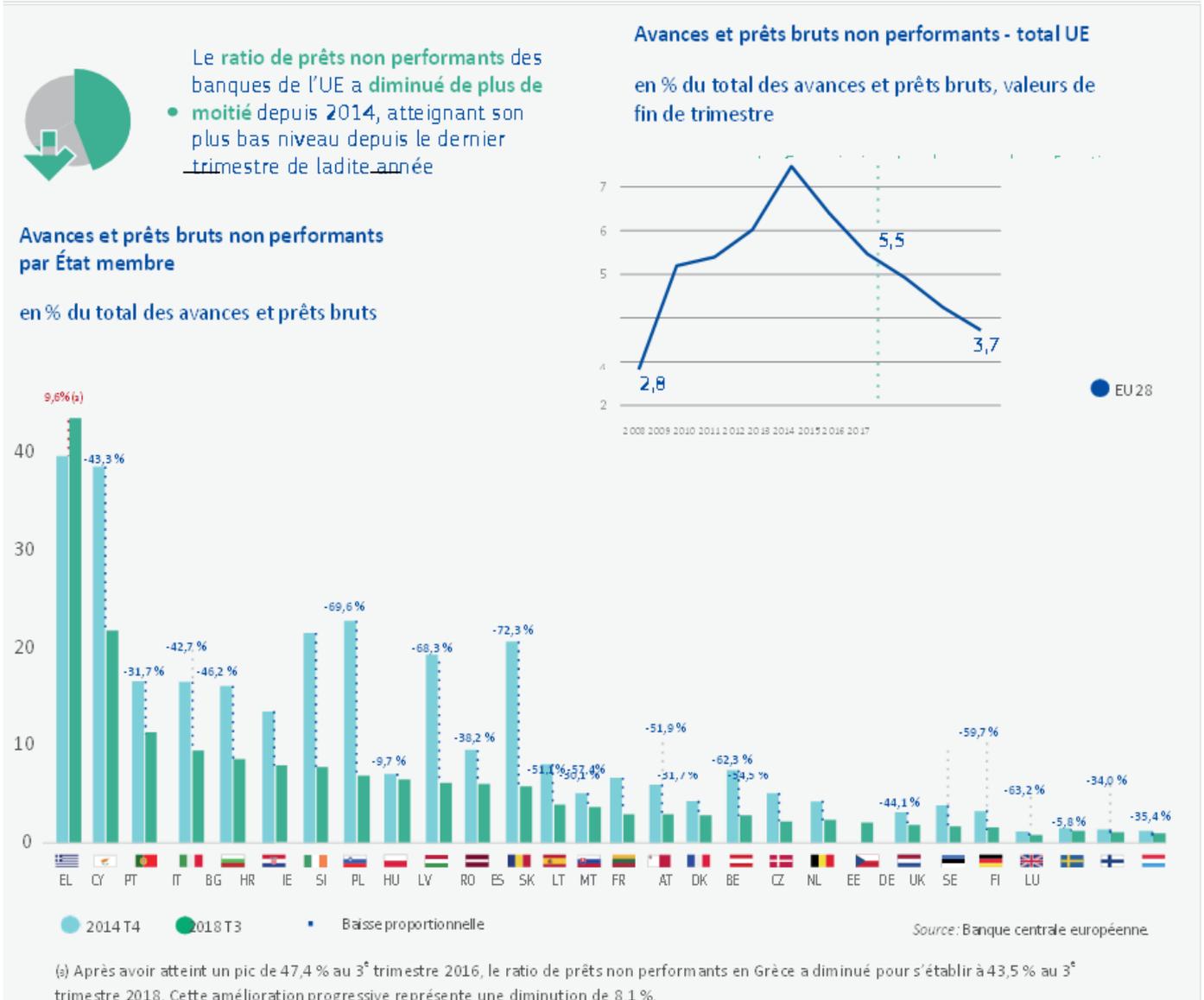
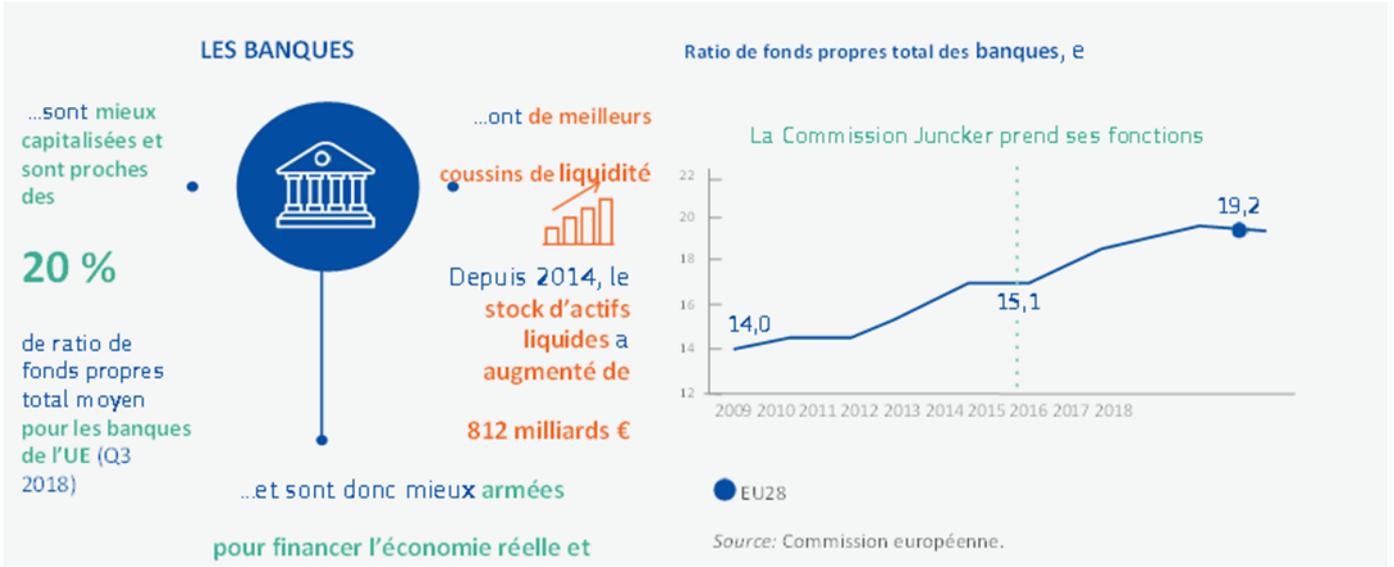
L'utilisation de la flexibilité offerte par les règles du pacte de stabilité et de croissance a permis de trouver le bon équilibre entre la poursuite de politiques budgétaires saines et le soutien de la croissance, notamment grâce à des réformes et à l'investissement.

Selon les estimations, le recours à la flexibilité a fait croître le PIB de l'UE de 0,8 % au cours des quatre dernières années et s'est concrétisé par environ 1,5 million d'emplois.

Source: Commission européenne.

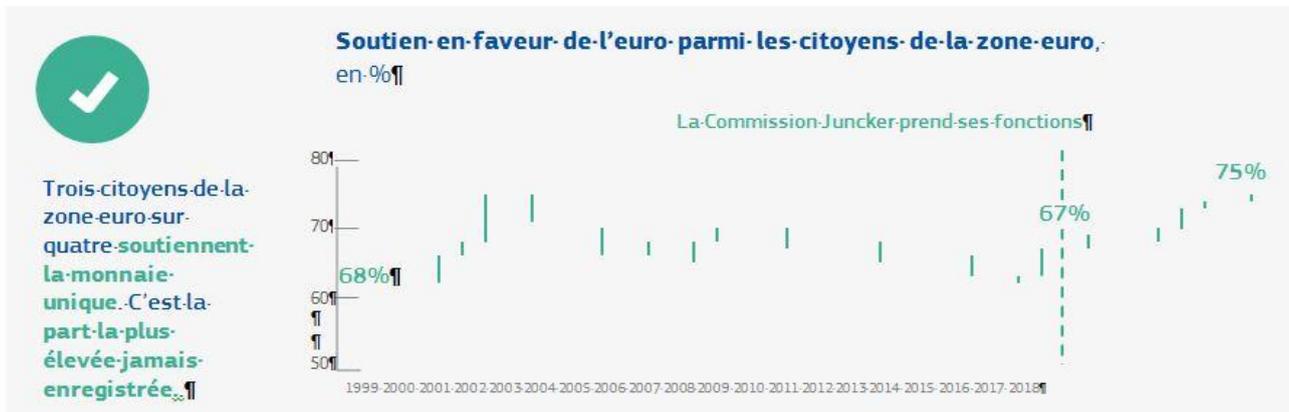
UNE STABILITÉ FINANCIÈRE AMÉLIORÉE

Plus de dix ans après l'éclatement de la crise financière, les banques européennes sont devenues plus fortes et plus sûres.



LE RÔLE DE L'EURO

L'euro est source de stabilité et d'avantages concrets. Son rôle sur la scène mondiale est de plus en plus important.



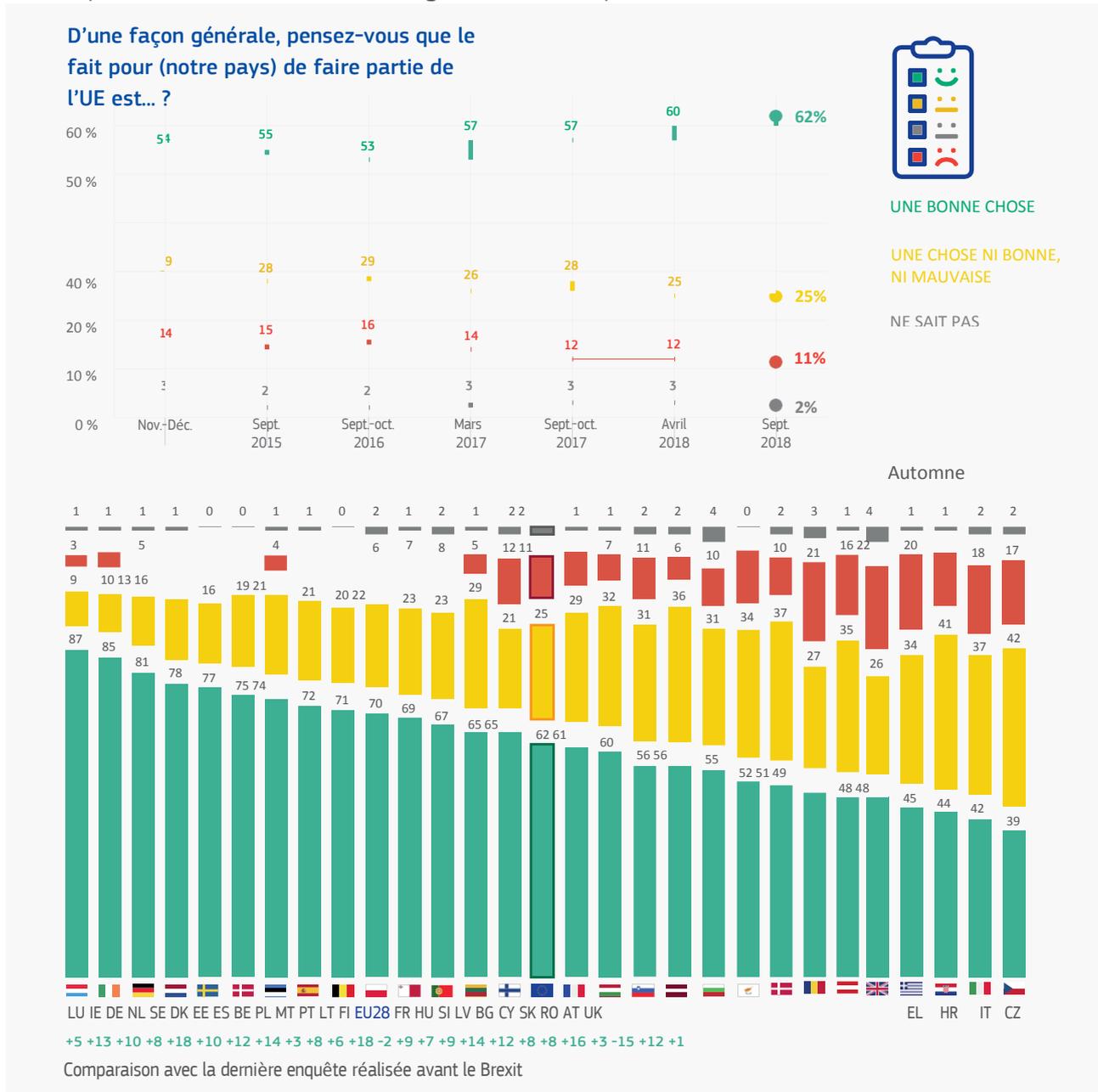
ANNEXE II

L'opinion publique de l'UE 2014-2019

Par rapport à 2014, l'opinion publique en 2019 est plus positive envers l'Union européenne. Des enquêtes Eurobaromètre font état d'un large soutien global au projet européen et à ses réalisations.

Appartenance à l'UE

Une majorité sans cesse croissante d'Européens considère comme une bonne chose pour leur pays le fait qu'il soit membre de l'UE. Il s'agit du niveau le plus élevé observé en 27 ans.

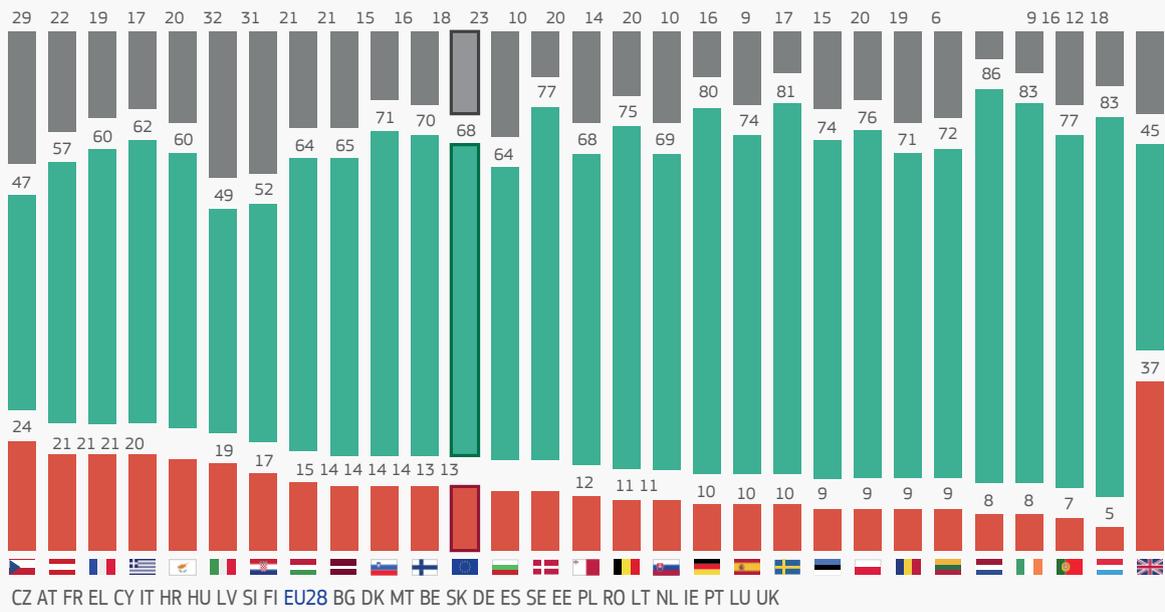


Si un référendum se tenait demain sur l'appartenance de (NOTRE PAYS) à l'UE, comment voteriez-vous? (%)



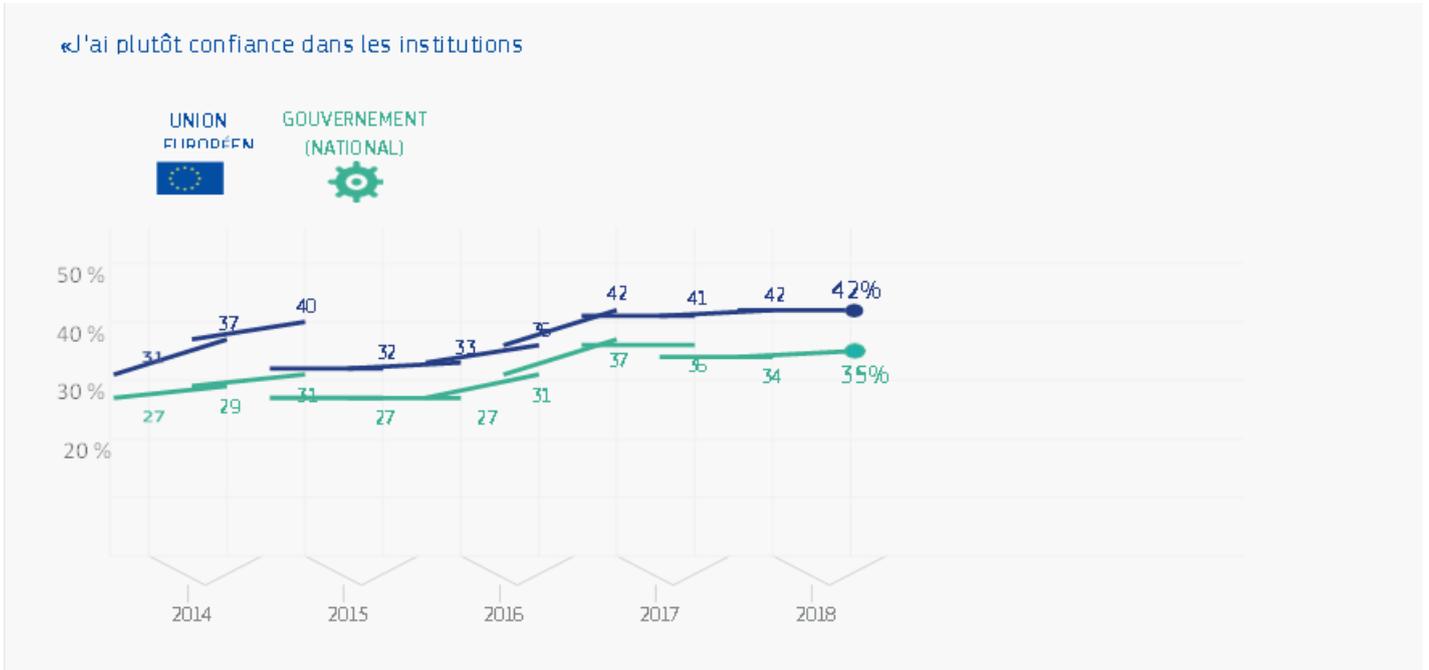
VOTE POUR RESTER DANS L'UE
NE SAIT PAS QUOI FAIRE
VOTE POUR QUITTER L'UE

Source: Eurobaromètre 2019 (91.1), QA3s



Confiance dans l'Union européenne

La confiance dans l'UE est en moyenne plus élevée que la confiance dans les gouvernements nationaux.

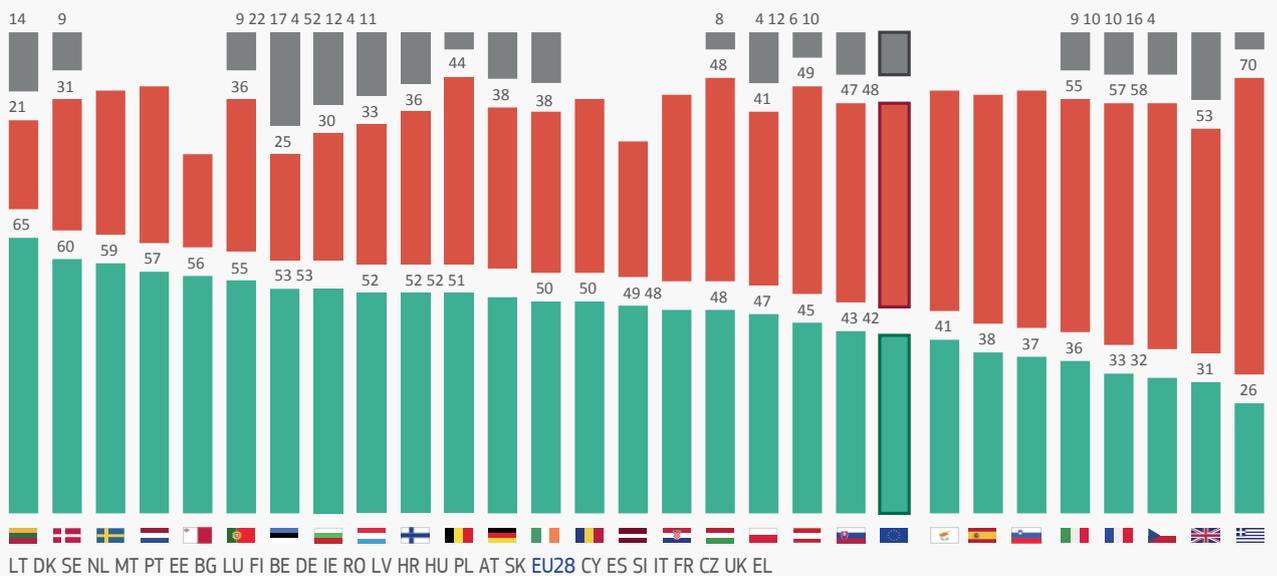


Quelle confiance vous inspirent certains médias et certaines institutions? Pour chacun des médias suivants et chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en lui/elle?



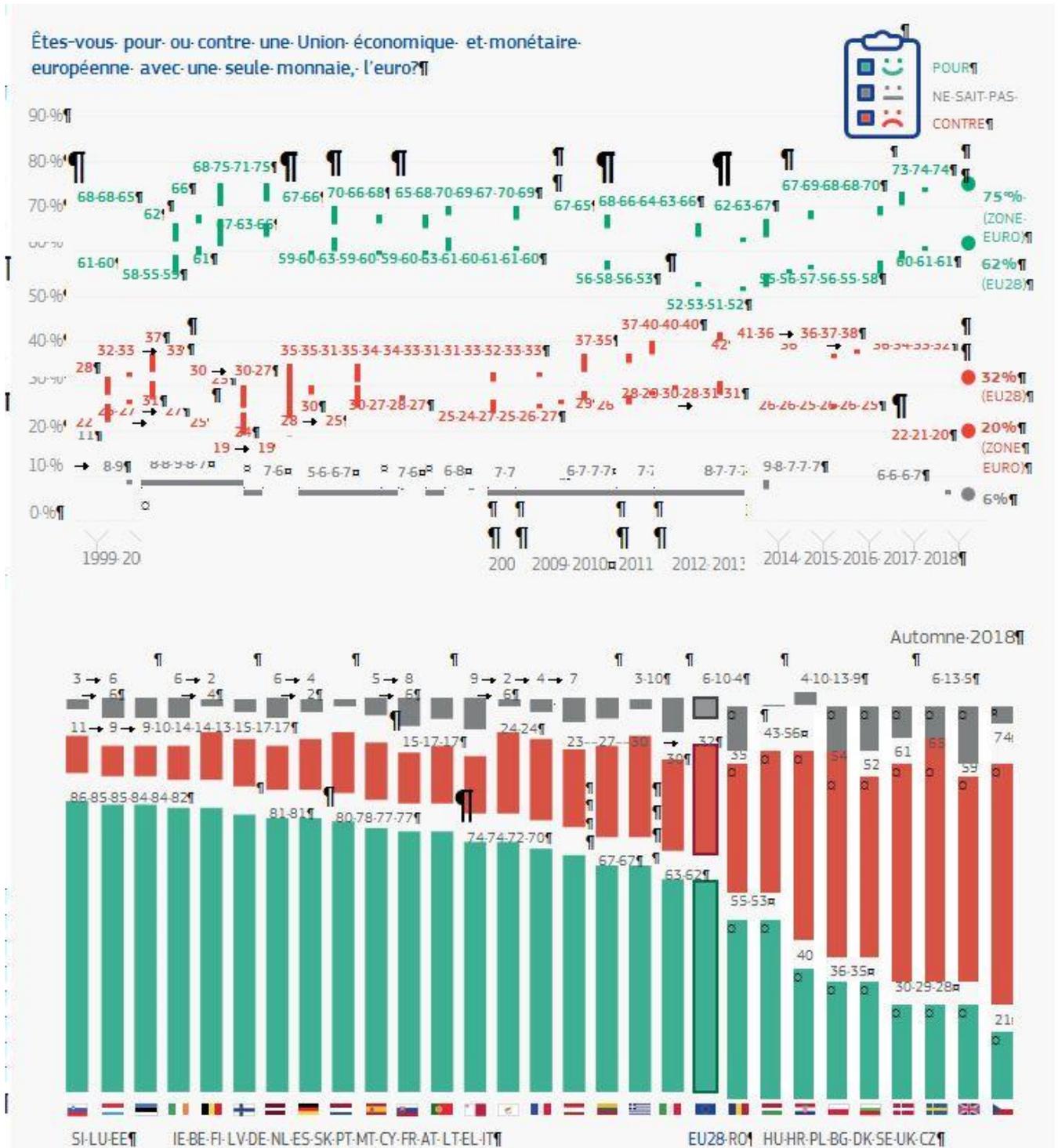
L'Union européenne (%)

Automne 2018



Soutien en faveur de l'euro

Les citoyens de la zone euro sont favorables à l'euro à hauteur de 75 %, soit le taux le plus élevé depuis l'introduction de cette monnaie.



Source:

- Eurobaromètre Standard 90, automne 2018 (Commission européenne)
- Parlemètre 2018 (Parlement européen)

Les 20 principales réalisations de l'UE entre 2014 et 2019

1.

Le

Fonds européen pour les investissements stratégiques

Afin de soutenir la reprise après la crise financière et économique et de créer les conditions favorables à l'emploi et à la croissance, la Commission Juncker a lancé le plan d'investissement pour l'Europe (communément appelé «Fonds Juncker pour le plan d'investissement pour l'Europe») en 2014. Le Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFIS) en est une pièce maîtresse. Les objectifs étaient triples: inverser la tendance à la baisse des investissements en supprimant les obstacles à l'investissement; apporter de la visibilité et une assistance technique aux projets d'investissement; et utiliser de manière plus efficace les ressources financières publiques limitées en mobilisant l'investissement privé grâce à une garantie publique.

Aujourd'hui, l'économie européenne est en croissance pour la sixième année de suite. L'EFIS a déjà permis d'investir 392,6 milliards d'euros dans les petites et moyennes entreprises et dans des domaines aussi essentiels que les infrastructures, la recherche, les énergies renouvelables, l'environnement et les projets numériques et sociaux. L'objectif pour 2020 est fixé à 500 milliards d'euros, ce qui doit entraîner au total la création de 1,4 million d'emplois nouveaux dans l'UE. Le programme InvestEU doit prolonger ce succès dans le contexte du prochain budget à long terme.

2.

L'u

Utilisation de la flexibilité prévue par le pacte de stabilité et de croissance

Dans sa communication de janvier 2015, la Commission a exposé la manière dont elle entendait utiliser la flexibilité prévue par les règles du pacte de stabilité et de croissance. Le modus operandi exposé par la Commission a été soutenu par Conseil de ministres et a concouru au redressement économique de l'Europe en permettant de trouver le bon équilibre entre la poursuite de politiques budgétaires saines et le soutien de la croissance, notamment grâce à des réformes et des investissements. Selon les estimations, le recours à cette flexibilité a fait croître le produit intérieur brut de l'UE de 0,8 % au cours des quatre dernières années et a contribué à la création de 1,5 million d'emplois. Parallèlement, la dette publique a diminué de 6,8 points de pourcentage entre 2014 et 2018, et le déficit de l'UE a baissé en moyenne d'environ 3 % à 0,6 %.

3.

Le maintien de la Grèce dans la zone euro

La Commission Juncker est entrée en fonction après l'éclatement d'une nouvelle crise de la dette grecque. Non seulement la Commission a facilité les négociations entre tous les acteurs, mais elle a lancé, en juillet 2015, un plan visant à aider la Grèce à stabiliser son économie et à optimiser son utilisation des fonds de l'UE pour stimuler l'emploi, la croissance et l'investissement, en mobilisant jusqu'à 35 milliards d'euros en faveur de la Grèce au titre de divers programmes de financement de l'Union européenne couvrant la période 2014-2020. À

cette heure d'une extrême gravité, un prêt à court terme de 7 milliards d'euros a été accordé à la Grèce à titre de financement-relais dans le cadre du mécanisme européen de stabilisation financière, ce qui a effectivement évité au pays de se retrouver subitement en dehors de la zone euro. La Commission a également proposé un soutien technique de grande envergure en vue de contribuer à la mise en place de l'appui administratif nécessaire par l'intermédiaire du service d'appui à la réforme structurelle de la Commission, créé en 2015.

En août 2018, la Grèce est sortie d'un programme de soutien à la stabilité de trois ans qui lui a permis d'obtenir au total 61,9 milliards d'euros de prêts en échange de la mise en œuvre d'un programme de réforme complet et sans précédent. La croissance est désormais positive et atteint, à environ 2 %, ses niveaux les plus élevés des dix dernières années. Bien qu'il soit encore trop élevé, le chômage a également baissé de manière significative après avoir atteint des sommets. La Grèce fait l'objet d'un suivi renforcé qui vise à lui permettre de tirer un bénéfice maximal du soutien de l'UE et de poursuivre sur la voie du progrès.

4. L'accord de Paris sur le climat

L'UE a joué un rôle de premier plan dans la négociation de l'accord de Paris sur le climat, un accord historique et ambitieux d'envergure mondiale. 195 pays sont convenus d'un simple objectif: transmettre aux générations futures une planète en meilleure santé et des sociétés plus prospères, modernes et justes. L'UE est la seule grande économie du monde à avoir adopté toutes les mesures législatives nécessaires pour tenir les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris et elle réduira d'au moins 40 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030, se préparant à une économie neutre pour le climat.

Il s'agit d'un investissement dans notre prospérité et dans la préparation d'une économie durable, neutre pour le climat et circulaire.

5. L'interdiction de produits en plastique à usage unique

Afin de réduire la quantité de déchets en plastique produits chaque année (25 millions de tonnes) et d'augmenter le taux de recyclage des matières plastiques (tout juste 30 % aujourd'hui), l'UE est la première dans le monde à avoir adopté une stratégie globale sur les matières plastiques. Dans le cadre de cette stratégie, des mesures strictes ont été prises en ce qui concerne les dix produits en plastique le plus souvent retrouvés sur nos plages et les engins de pêche abandonnés. Ces mesures comprennent l'interdiction, s'il existe des solutions de rechange, de certains produits en plastique à usage unique, tels que les cotons-tiges, les couverts, les assiettes, les pailles, les touillettes et les bâtonnets pour ballons. Ces mesures permettront d'éviter l'émission de 3,4 millions de tonnes d'équivalent CO₂, de réduire les déchets océaniques et leurs effets négatifs sur l'environnement et de nous rapprocher d'une économie véritablement circulaire.

6. Les accords commerciaux de l'UE avec le Japon et le Canada

L'accord de partenariat économique UE-Japon est le plus grand accord commercial jamais négocié par l'UE et le tout premier accord commercial qui prévoit un engagement en faveur de l'accord de Paris sur le climat. Ensemble, l'UE et le Japon représentent près d'un tiers du produit intérieur brut mondial, et l'accord conclu créera une zone de libre-échange englobant plus de 600 millions de personnes.

Cet accord a été complété par la conclusion d'une décision d'adéquation mutuelle avec le Japon,

qui a créé le plus grand espace de libre circulation de données au monde, moyennant un niveau de protection élevé.

L'UE a également conclu un accord commercial moderne avec le Canada, qui ouvre le marché des biens et des services et les marchés publics canadiens aux entreprises européennes et contribue à la protection des droits des travailleurs et de l'environnement. Cet accord permettra aux entreprises de l'UE, en particulier aux plus petites d'entre elles, d'exporter plus facilement et à moindre coût vers le Canada.

Les suppressions de droits de douane prévues par les deux accords permettront aux entreprises européennes d'économiser jusqu'à 1,59 milliard d'euros par an.

7. La déclaration conjointe UE-USA du 25 juillet 2018

À la suite de tensions commerciales croissantes, le président Juncker et le président Trump ont ouvert une nouvelle phase dans les relations commerciales entre l'UE et les États-Unis à la Maison Blanche le 25 juillet 2018.

Les deux parties sont convenues de n'imposer aucun nouveau droit de douane et de s'employer à supprimer tous les droits de douane actuellement appliqués aux produits industriels, ainsi que de renforcer leur coopération dans un certain nombre de domaines, notamment dans le secteur de l'énergie et sur les aspects réglementaires. Un groupe de travail exécutif UE – États-Unis, constitué à cette occasion, s'emploie déjà à mettre en œuvre la déclaration conjointe.

8. La déclaration UE-Turquie

À la suite de la déclaration UE-Turquie, les deux parties se sont engagées à fournir une aide humanitaire aux réfugiés, notamment à ceux qui fuient la guerre civile en Syrie. En raison de l'amélioration de la gestion des flux migratoires, les arrivées enregistrées en Méditerranée orientale en 2018 ont diminué de 90 % par rapport à 2015. Parallèlement, l'UE a financé l'aide aux réfugiés se trouvant en Turquie à hauteur de 3 milliards d'euros au cours de la période 2016-2017 et elle a déjà versé une partie (1,2 milliard d'euros) d'un montant identique nécessaire au maintien futur de cette aide vitale.

9. La réinstallation des réfugiés et le fonds fiduciaire régional de l'UE

Depuis 2015, les programmes de réinstallation de l'UE ont permis d'aider plus de 50 000 personnes parmi les plus vulnérables, originaires du monde entier, à trouver refuge dans l'UE. Grâce à leur collaboration, les États membres ont été en mesure de localiser les priorités, telles que les réfugiés syriens en Jordanie, au Liban et en Turquie ou les réfugiés évacués de Libye. L'an dernier, les États membres ont, dans le cadre du nouveau programme UE de réinstallation volontaire de 50 000 personnes proposé par le président Juncker, pris le plus grand engagement collectif en matière de réinstallation que l'UE ait jamais connu.

Le fonds fiduciaire régional de l'UE a mobilisé 1,5 milliard d'euros pour financer 46 projets éducatifs, sanitaires, socio-économiques et de protection bénéficiant à plus de deux millions de Syriens en Irak, en Jordanie, au Liban et en Turquie.

10. La sécurisation des frontières de l'UE

Grâce à la nouvelle Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, plus de 1 600 gardes-frontières sont actuellement déployés pour participer à la surveillance des frontières extérieures de l'Union en Bulgarie, en Grèce, en Espagne et en Italie. Maintenant qu'un accord a été trouvé sur la proposition de la Commission, l'étape suivante consistera à développer l'Agence en la dotant de son propre équipement et d'un corps permanent de 5 000 gardes-frontières dès 2021 et de 10 000 gardes-frontières en 2027 au plus tard, ainsi qu'en renforçant son mandat en matière de retours. Un ensemble de nouveaux systèmes d'information améliorés et interopérables rendra nos frontières à la fois plus sûres et plus commodes pour les voyageurs. Le système d'entrée/de sortie permettra d'accélérer les procédures pour les voyageurs de bonne foi et d'identifier les cas douteux, et le système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages contribuera à augmenter l'efficacité des

contrôles préalables des visiteurs exemptés de visa. Les États membres échangeront toutes les informations utiles en temps réel pour veiller à ce que les règles soient correctement appliquées.

11. Le fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique et le plan d'investissement extérieur

Le fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique, doté d'un budget de 4,2 milliards d'euros, est l'un des outils les plus efficaces dont dispose l'UE pour financer des projets liés à la migration et pour remédier aux causes profondes de la migration irrégulière. À ce jour, 193 projets ont été approuvés et ont trait à un large éventail de domaines allant du développement et de la gouvernance économiques aux soins de santé et à la migration, en passant par l'aide vitale ciblée aux personnes ayant besoin d'une protection. En outre, le plan d'investissement extérieur, fondé sur l'expérience acquise dans le contexte du Fonds Juncker, doit mobiliser plus de 44 milliards d'euros d'investissements publics et privés d'ici 2020 en Afrique et dans le voisinage de l'UE. Le plan d'investissement extérieur et son Fonds européen pour le développement durable visent à stimuler les investissements dans un certain nombre de domaines prioritaires, tels que l'énergie propre, le financement des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, l'agriculture et la numérisation pour un développement inclusif.

12. RescEU, le nouveau mécanisme de protection civile de l'UE

L'Union européenne a dû faire face à un grand nombre de catastrophes de plus en plus fréquentes et complexes, entraînant des pertes de vies humaines et d'autres conséquences préjudiciables pour les citoyens, les entreprises, les communautés et l'environnement. En 2018, près de 100 personnes ont été tuées dans des catastrophes naturelles en Europe et des incendies de grande ampleur ont fait rage dans certaines régions européennes jusqu'alors épargnées. Le coût économique de ces catastrophes est considérable: on a enregistré pour près de 10 milliards d'euros de dommages en Europe en 2016. L'UE doit être à la hauteur du défi à relever et doit mieux protéger ses citoyens de ces catastrophes, en renforçant et en améliorant la prévention et la préparation. En 2018, les pays de l'UE ont demandé une aide à près de 10 reprises, principalement pour des incendies de forêt, un appui médical et une pollution marine. RescEU mobilise des capacités de protection civile en faveur des victimes de catastrophes qui ont le plus besoin d'aide en Europe et dans le reste du monde. Cette réserve de moyens

d'intervention doit être utilisée lorsque les pays ont besoin d'une aide rapide pour faire face à un désastre. Elle comprend des bombardiers à eau ainsi que d'autres moyens de réaction à des situations telles que des urgences médicales. En 2017 et en 2018, le mécanisme de protection civile de l'UE a été activé à 52 reprises.

13. données

Le règlement général sur la protection des

Le règlement général sur la protection des données, qui a été mis en application le 25 mai 2018, a non seulement doté l'Europe d'un cadre adapté à l'ère numérique, mais il a également établi une nouvelle norme mondiale pour la protection de la vie privée. Cette réglementation paneuropéenne unique garantit le droit fondamental des citoyens à la protection des données tout en permettant aux personnes physiques et aux entreprises de profiter pleinement des possibilités offertes par le marché unique numérique sans devoir se soumettre à 28 procédures coûteuses et bureaucratiques différentes. Les avantages sont estimés à 2,3 milliards d'euros par an.

Les citoyens disposent désormais de droits renforcés, tels que le droit d'accéder à leurs données, le droit de rectification, le droit à l'oubli numérique et le droit à la portabilité des données. Les nouvelles règles protègent les Européens en prévoyant des sanctions sévères en cas d'usage abusif de leurs données à caractère personnel, par exemple dans le contexte de la campagne pour les élections européennes.

En ce qui concerne les entreprises, la réforme clarifie et uniformise les règles qu'elles doivent appliquer et elle contribue à restaurer la confiance des consommateurs. À l'échelle internationale, l'UE commence à marquer de son empreinte les règles en matière de protection des données: elle a créé le plus grand espace mondial de libre circulation sécurisée des données avec le Japon, tandis que l'Argentine, l'Uruguay, le Canada, le Mexique, l'Inde, Israël, la Californie et la Nouvelle-Zélande ont tous commencé à travailler sur des lois sur la protection de la vie privée inspirées de la nouvelle norme européenne.

Entre mai 2018 et janvier 2019, 95 180 plaintes ont été notifiées aux autorités chargées de la protection des données en Europe. L'inobservation des règles peut être sanctionnée d'amendes élevées: en Autriche, un établissement de paris sportifs a été condamné à une amende de 5 280 euros pour avoir effectué une vidéosurveillance illégale; en Allemagne, l'opérateur d'un réseau social a dû payer 20 000 euros pour ne pas avoir sécurisé les données des utilisateurs; et en France, Google a dû débours 50 millions d'euros pour ne pas avoir demandé à ses utilisateurs s'ils consentaient à recevoir des annonces publicitaires.

14. La fin des frais d'itinérance

Depuis le 15 juin 2017, tous les Européens peuvent téléphoner, envoyer des SMS et utiliser l'internet mobile sans frais supplémentaires lorsqu'ils voyagent dans l'UE. La disparition totale des frais d'itinérance a été l'aboutissement d'une décennie de baisse importante et progressive des prix, et a résulté de la proposition sur l'itinérance de la Commission. Les frais d'itinérance ont baissé de plus de 90 % entre 2007 et 2016. Les Européens ont immédiatement profité des avantages de l'«itinérance aux tarifs nationaux»: l'utilisation des données mobiles a duodécuplé et le nombre d'appels téléphoniques effectués par les voyageurs a doublé par rapport aux habitudes d'avant-juin 2017.

À partir du 15 mai 2019, les frais d'appel à l'étranger au sein de l'UE suivront la tendance et diminueront à leur tour de manière spectaculaire: le coût d'un appel ne dépassera plus 19 cents

par minute et celui d'un SMS 6 cents, plus TVA, ce qui sera jusqu'à 10 fois moins cher qu'auparavant.

15. La réforme de la directive sur le détachement des travailleurs et l'Autorité européenne du travail

Ceux qui font le même travail, sur un même lieu, doivent toucher le même salaire. Afin de garantir que ce principe fondamental, consacré par le socle européen des droits sociaux, s'applique également aux plus de 2 millions de travailleurs détachés temporairement dans un autre État membre, les règles relatives au détachement de travailleurs ont été réformées.

Afin de veiller à ce que toutes les règles de l'UE sur la mobilité de la main-d'œuvre soient appliquées de manière équitable, simple et efficace, un nouvel organisme de contrôle européen a été créé. Cette Autorité européenne du travail favorisera la coopération entre les pays de l'UE dans le domaine de l'application transfrontière du droit applicable de l'Union, notamment en facilitant les inspections communes. Elle facilitera également l'accès des individus et des employeurs aux informations relatives à leurs droits et obligations ainsi qu'aux services correspondants.

16. Le Parquet européen

Le Parquet européen, qui contribuera à protéger l'argent du contribuable européen, est actuellement mis en place avec le concours de 22 États membres. Il a pour mission d'enquêter ou d'engager des poursuites dans des affaires pénales dans lesquelles les intérêts financiers de l'UE sont en jeu, comme l'utilisation abusive de fonds de l'UE ou la fraude transfrontière à la taxe sur la valeur ajoutée, qui coûtent chaque année au contribuable au moins 50 milliards d'euros en recettes perdues pour les budgets nationaux. Il en résulte une modification radicale du rôle de l'UE dans ce domaine, car elle dispose pour la première fois d'un instrument de poids pour faire respecter la législation.

La Commission a également présenté une initiative visant à élargir les compétences du Parquet européen pour qu'il puisse poursuivre les infractions terroristes transfrontières. Étant donné que le terrorisme ne connaît pas de frontières, l'Europe doit être en mesure de poursuivre les terroristes de manière plus coordonnée et efficace.

17. La réforme de la directive sur le gaz

La dépendance de l'Union européenne à l'égard des importations de gaz naturel augmente. Cette tendance va probablement se poursuivre en raison de la diminution de la production intérieure de gaz, qui n'est que partiellement compensée par la baisse de la demande de gaz liée aux politiques d'efficacité énergétique et de décarbonation. La part des importations nettes de gaz par rapport à la consommation totale de gaz de l'UE était de 74,4 % en 2017.

La réforme de la directive sur le gaz garantit l'application des mêmes règles sur l'ensemble du territoire (terrestre et maritime) de l'UE et prévoit un contrôle efficace de l'application des règles du marché intérieur de l'UE. Elle améliore la transparence et la coopération des autorités nationales. Il s'agit d'une étape importante pour assurer le bon fonctionnement, la transparence et la compétitivité du marché intérieur du gaz de l'UE, dans lequel tous les fournisseurs observeront les mêmes règles de l'UE.

18. Fonds européen de la défense

La coopération structurée permanente et le

Le manque de coopération entre les États membres dans le domaine de la défense a un coût annuel qui, selon les estimations, oscille entre 25 milliards d'euros et 100 milliards d'euros. Il existe 178 systèmes d'armes en Europe contre 30 aux États-Unis, ce qui rend les dépenses européennes en matière de défense beaucoup moins efficaces. Voilà pourquoi l'UE renforce son rôle de garante de la sécurité et de la défense de ses citoyens, tout en construisant une Union européenne de la défense. La coopération structurée permanente (CSP), à laquelle participent 25 États membres, a été lancée pour renforcer la sécurité et la défense de l'Europe. Le Fonds européen de la défense est opérationnel, et les premiers projets encouragent les investissements transfrontières dans des technologies et des équipements de défense de pointe fonctionnant en parfaite interopérabilité, dans des domaines tels que les logiciels de chiffrement et la technologie des drones.

19.

L'accord sur la Macédoine du Nord

En juin 2018, Athènes et Skopje ont conclu un accord bilatéral (l'«accord de Prespa») sur le règlement des différends entre les deux pays, y compris le nom, mettant fin à l'un des plus anciens conflits existant dans la région. La République de Macédoine du Nord a officiellement notifié l'entrée en vigueur de l'accord à l'UE en février 2019.

L'Union européenne s'est fermement engagée en faveur de cet accord historique signé par les Premiers ministres Tsipras et Zaev au terme de négociations menées sous les auspices des Nations unies. La signature de cet accord n'aurait pas été possible sans l'action menée par l'UE dans le pays et sans la nouvelle incitation et la nouvelle impulsion de la stratégie pour les Balkans occidentaux en 2018. Il a fallu du courage politique, du leadership et le sens des responsabilités de toutes parts pour régler l'un des différends les plus tenaces de la région. Les deux pays ont saisi cette occasion unique pour donner un exemple de réconciliation à l'Europe toute entière et ouvrir de nouvelles perspectives européennes dans la région.

européenne

Plus de 9 millions d'Européens ont soutenu une initiative citoyenne européenne à ce jour et la Commission a pris des mesures concrètes, notamment en proposant une législation, pour donner suite à des initiatives qui avaient recueilli au moins 1 million de signatures. Les nouvelles règles permettront de rendre cet instrument participatif beaucoup plus accessible et plus convivial. Il sera plus facile pour les citoyens de mettre en place des initiatives et de les signer. Une plateforme collaborative en ligne a été créée pour fournir des conseils et permettre aux citoyens de toute l'Europe de nouer des contacts pour préparer leurs initiatives. La Commission proposera également aux organisateurs un service en ligne gratuit de collecte des signatures.

ANNEXE IV

Ce qui reste à faire: les 10 principaux dossiers européens en attente d'un accord final

1. Le cadre financier pluriannuel 2021-2027

Les propositions de la Commission relatives à un nouveau cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027, présentées en mai et juin 2018, jettent les bases d'un budget à long terme plus moderne et efficient permettant à l'UE de se concentrer sur les priorités essentielles.

Sur 4 euros dépensés, 1 euro sera consacré aux actions pour le climat, tandis que le financement pour les programmes en faveur de la jeunesse, comme Erasmus, atteindra plus du double.

Les propositions présentent à la fois une vision de l'Union à laquelle nous aspirons et un programme pragmatique pour la réaliser. Il s'agit véritablement d'une valeur ajoutée apportée par l'UE, et le but est d'investir encore davantage dans les domaines dans lesquels un État membre ne peut agir seul ou dans lesquels il est plus efficace d'agir ensemble. C'est pourquoi la recherche et l'innovation, les investissements stratégiques européens, le marché unique et les programmes spatiaux bénéficieront d'un financement total de 187,4 milliards d'euros, tandis que l'action extérieure pourra compter sur un financement de 123 milliards d'euros; le financement des programmes relatifs à la gestion des frontières et aux migrations sera porté à 34,9 milliards d'euros et les dépenses dans le domaine de la sécurité et de la défense seront augmentées pour atteindre 27,5 milliards d'euros.

2. La réforme du régime d'asile européen

commun

Ces dernières années, l'Europe a accompli de grands progrès en matière de politique migratoire et a réussi à traverser la crise de 2015-2016. Il n'en reste pas moins nécessaire de créer un régime d'asile pleinement efficace, humain et capable de faire face à de futures crises. Le régime d'asile européen commun garantit des normes minimales communes pour le traitement de toutes les demandes d'asile. Il se compose d'un cadre juridique qui couvre tous les aspects de la procédure d'asile et d'une agence d'appui: le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO). La série de propositions visant à réformer le régime d'asile, présentées par la Commission en mai et juillet 2016, prévoit un équilibre entre solidarité et responsabilité. Ces mesures bénéficieraient aux personnes qui recherchent une protection, grâce à des conditions plus cohérentes et à une prise de décision plus simple et plus rapide. Elles permettraient de réduire les incitations aux mouvements secondaires, de décourager la course au droit d'asile et de favoriser des procédures de retour plus efficaces pour les personnes qui n'ont pas le droit de rester. Les règles déterminant quel pays de l'UE est responsable du traitement d'une demande d'asile seraient rendues plus claires et plus efficaces, et seraient assorties d'un système plus structuré et plus prévisible pour soutenir les États membres soumis à une pression disproportionnée. Un régime d'asile modernisé, capable de résister aux pressions futures, reste plus que jamais nécessaire.

3.

La vie privée et les communications

électroniques

L'Europe fait figure de précurseur dans le monde en ce qui concerne les normes de protection des données, mais ses règles sur le respect de la vie privée en ligne sont complètement dépassées: les fournisseurs de services en ligne peuvent lire nos communications sur l'internet et les partager sans notre consentement. 92 % des Européens interrogés en 2016 souhaitent que la confidentialité de leurs courriers électroniques et de leurs messages instantanés soit garantie. La proposition présentée par la Commission le 10 janvier 2017 permettrait d'assurer cette protection.

4.

Les preuves électroniques et la prévention de la diffusion en ligne de contenus à caractère terroriste

Les criminels laissent des traces numériques — dans les courriers électroniques ou dans les documents stockés dans le nuage — qui peuvent servir de preuves devant les tribunaux. La proposition de la Commission présentée le 17 avril 2018 prévoit de nouvelles règles adaptées au monde numérique, qui permettraient aux autorités policières et judiciaires des différents États membres d'obtenir plus facilement et plus rapidement les preuves dont elles ont besoin pour enquêter ainsi que pour poursuivre en justice et faire condamner les criminels et les terroristes. Ces dernières années, les grandes entreprises de l'internet comme Facebook, Twitter et Google ont de plus en plus souvent retiré des contenus à caractère terroriste en ligne. Toutefois, l'ampleur de la menace dépasse de loin la réponse apportée. La proposition de la Commission présentée le 12 septembre 2018 garantirait un cadre juridique clair et harmonisé visant à empêcher l'utilisation abusive de services d'hébergement aux fins de la diffusion en ligne de contenus à caractère terroriste, en imposant la suppression automatique de tels contenus dans un délai maximum d'une heure.

5.

L'espace Schengen – préserver à la fois la sécurité et la libre circulation

Il importe d'actualiser les règles relatives à la réintroduction temporaire du contrôle aux frontières au sein de l'espace Schengen. La proposition présentée par la Commission le 27 septembre 2017 garantirait le juste équilibre entre une réponse efficace aux menaces qui pèsent actuellement sur la sécurité intérieure et l'assurance que les contrôles aux frontières intérieures restent exceptionnels et ne restreignent pas indûment la libre circulation en Europe.

6.

Des règles fiscales modernes pour une économie moderne

La proposition de la Commission relative à une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés, présentée le 25 octobre 2016, permettrait aux entreprises d'exercer leurs activités plus facilement et à moindre coût au sein du marché unique européen. Elle permettrait également de fermer de nombreuses voies d'évasion fiscale et d'assurer ainsi des conditions de concurrence équitables pour les entreprises multinationales. Cela n'impliquerait pas d'établir

des taux d'imposition communs: chaque pays de l'UE continuerait de fixer ses propres taux. Les règles internationales en matière de fiscalité des entreprises sont particulièrement obsolètes en ce qui concerne les services numériques. La proposition de la Commission relative à une taxe sur les services numériques, présentée le 21 mars 2018, établirait clairement que l'impôt doit être payé là où les bénéfices sont réalisés, même si les géants de la technologie ne sont pas présents physiquement. La proposition de la Commission relative à la création d'un espace unique de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans l'Union, présentée le 18 janvier 2018, rendrait le système de TVA plus étanche à la fraude et préserverait les recettes publiques.

7. Le système européen d'assurance des dépôts et le filet de sécurité pour le Fonds de résolution unique

La proposition de la Commission relative à un système européen de garantie des dépôts, présentée le 17 novembre 2015, compléterait l'union bancaire et constituerait une composante essentielle d'un système financier fondé sur une monnaie commune. Il compléterait l'union économique et monétaire, améliorerait la protection des clients des banques et renforcerait la stabilité et la résilience du système financier dans la zone euro et au-delà. Le filet de sécurité pour le Fonds de résolution unique, qui est approuvé en principe mais pas encore opérationnel, renforcerait la confiance dans le système bancaire de l'Union en octroyant une ligne de crédit au Fonds et en réduisant à un minimum le risque pour les contribuables de devoir secourir les banques défaillantes. La taille cible du Fonds de résolution unique, qui est préfinancé par les contributions des banques de la zone euro, est d'environ 55 milliards d'euros. La taille du filet de sécurité correspondra à celle du Fonds.

8. L'accès à une eau potable sûre

La proposition de la Commission européenne sur l'eau potable, présentée le 1^{er} février 2018, est le résultat de la toute première initiative citoyenne européenne à avoir abouti. Elle permettrait d'améliorer la situation de près de deux millions de personnes dans l'UE. Actuellement, chaque année, environ 5 % de la population de l'UE est exposée à des problèmes de santé liés à l'eau (ce risque varie considérablement d'un pays de l'UE à l'autre). La pénurie d'eau touche 11 % de la population de l'UE. La proposition réduirait le risque pour la santé à moins de 1 % et garantirait l'accès à l'eau pour tous. Une eau du robinet plus sûre permettrait de diminuer la consommation d'eau en bouteille, de réaliser des économies et de limiter les déchets plastiques ainsi que les émissions de CO₂ au cours du processus.

9. La réforme de la coordination de la sécurité sociale

La valeur des marchés publics dans le monde atteint un total de 8 000 milliards d'euros par an, mais plus de la moitié est inaccessible aux entreprises de l'UE, qui ne remportent qu'environ 10 milliards d'euros de contrats dans les pays tiers. L'ouverture des marchés serait non seulement bénéfique pour l'emploi et la croissance en Europe, mais elle entraînerait également une baisse des coûts dans les pays concernés. La proposition révisée de la Commission, présentée le 29 janvier 2016, fournirait un nouvel outil pour lutter contre le protectionnisme de nombreux pays hors d'Europe — y compris, en dernier recours, en désavantageant les entreprises des pays protectionnistes lors des appels d'offres publiés dans les pays européens.

10. internationaux

L'instrument relatif aux marchés publics

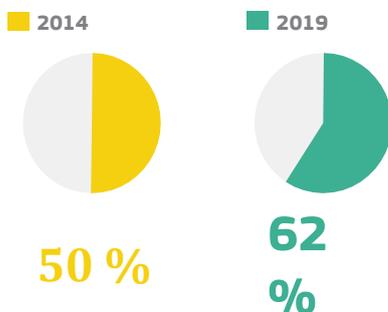
En 2017, 17 millions d'Européens (3,3 % de la population de l'UE) vivaient ou travaillaient dans un autre État membre, soit près de deux fois plus qu'il y a dix ans. L'interaction entre les dispositions en matière de sécurité sociale dans les différents pays de l'UE est complexe, ce qui représente une charge pour les travailleurs, les employeurs et les administrations de sécurité sociale. La proposition de la Commission présentée le 13 décembre 2016 établirait des règles plus simples et plus équitables.

ANNEXE V

Chiffres-clés sur l'UE pour la période 2014-2019



Soutien de l'UE



L'UE recueille **62 %** d'opinions favorables, contre 50 % avant l'entrée en fonction de la Commission actuelle.



Emploi

T4 2014 - 228 millions

T4 2018 - 240 millions

240 millions de personnes travaillent dans l'UE, contre 228 millions au quatrième trimestre 2014.

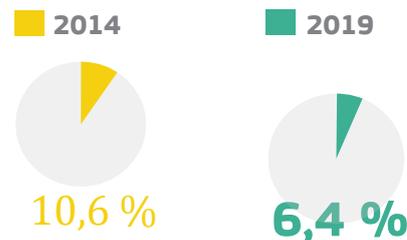
Euro



175 millions de personnes de **60** pays de par le monde utilisent l'euro ou ont une monnaie qui y est liée.



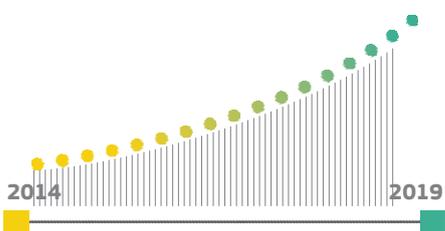
Chômage



Il y avait **6,4 %** de chômeurs en mars 2019 contre 10,6 % en février 2014.



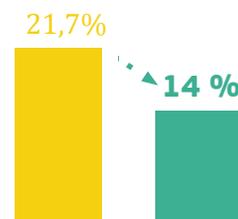
Croissance économique



6 ans de croissance ininterrompue



Chômage des jeunes



2014 2018

Le chômage des jeunes est passé de 21,7 % en 2014 à **14 %** fin 2018 dans l'UE.



Salaires



2014 - 2019

Après avoir diminué à la suite de la crise, les salaires ont connu une forte tendance à la hausse, en particulier depuis 2017. Les salaires ont augmenté de **5,7 %** dans l'UE et de **3,9 %** dans la zone euro entre 2014 et 2019.



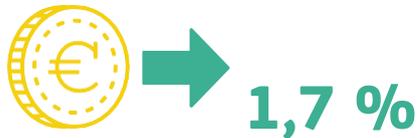
Indications géographiques



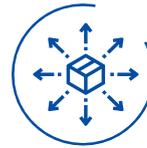
Depuis 2014, les règles de l'UE applicables à la concurrence déloyale protègent **232** vins, spiritueux ou produits alimentaires de plus [Choucroute d'Alsace – France, Salam de Sibiu – Roumanie, Cornish Pasty – Royaume-Uni]; ce qui représente une hausse de **19 %**.



Des prix stables



Depuis l'introduction de l'euro, en 1999, l'inflation dans la zone euro s'est élevée en **moyenne à 1,7 %**.



Exportations



36 millions d'emplois dans l'UE — **1 sur 7** — sont soutenus par les exportations.

Accords commerciaux



De nouveaux accords ont été conclus avec **15 partenaires** (+ 4 avec 13 pays supplémentaires)



Principal partenaire commercial



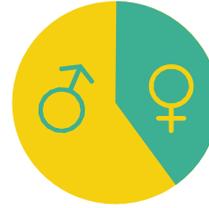
L'UE est le principal partenaire commercial dans le monde: elle est le **premier** partenaire commercial de **80 pays**, tandis que les États-Unis sont le premier partenaire de seulement 20 pays.

Soutien des enfants dans le besoin



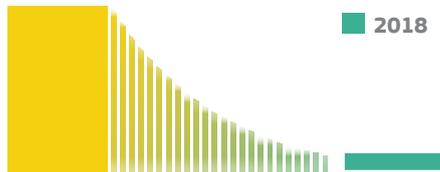
Depuis 2014, les financements de l'UE offrent des possibilités d'éducation à plus de **6,5 millions d'enfants** dans 55 pays confrontés à des conflits et à des catastrophes.

Mixité des postes d'encadrement



39,9 % des postes d'encadrement à la Commission européenne sont aujourd'hui occupés par des femmes, contre 30 % en novembre 2014, ce qui représente une augmentation de 30 %.

Migration



-90 %

90 % de baisse des arrivées irrégulières depuis 2015



Augmentation du recours au système d'information Schengen



Les policiers et les gardes-frontières ont consulté le système d'information Schengen plus de 6 milliards de fois en 2018 – une augmentation de **200 %** par rapport à 2014. Cela a donné 267 239 résultats positifs en ce qui concerne la localisation de personnes ou objets recherchés.



Conseil européen de la recherche



5 500 scientifiques de haut vol, dont **4** lauréats du prix Nobel, ont bénéficié de financements du Conseil européen de la recherche (CER).



Mécanisme de protection civile de l'UE



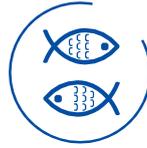
En 2017 et en 2018, le mécanisme de Protection civile de l'UE a été activé à **52** reprises.



Émissions de gaz à effet de serre



Les émissions ont baissé de **22 %** entre 1990 et 2017, tandis que le produit intérieur brut a augmenté de 58 % au cours de la même période.



Pêche durable

2014 - 27 quotas soumis à la pêche durable

2019 - 59 quotas soumis à la pêche durable

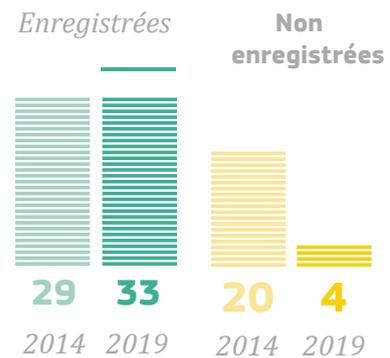
Le nombre de quotas soumis à une récolte durable dans l'océan Atlantique, la mer du Nord et la mer Baltique a plus que **doublé** depuis 2014.



Dialogues avec les citoyens



Davantage d'initiatives citoyennes européennes enregistrées



Aide humanitaire de l'UE

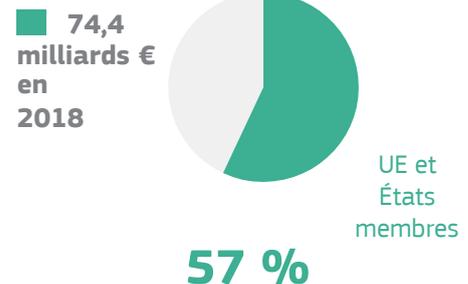
130 millions



Moyennant une dépense de moins de 4 € par citoyen, l'UE contribue au salut de **130 millions de victimes** de crises humanitaires dans le monde chaque année.

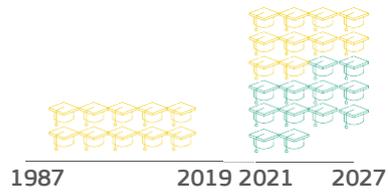


L'UE premier donateur mondial dans le domaine du développement





Erasmus



Le programme a bénéficié à 10 millions d'étudiants d'apprentis et d'enseignants depuis 1987.

La Commission a proposé de doubler le budget d'Erasmus dans le futur budget à long terme de l'UE. Cela devrait permettre à **12 millions de personnes supplémentaires** de bénéficier d'une aide **entre 2021 et 2027**.